

## AKTUELL

## LANGUES

# Luxembourg-Babylone ?

Luc Caregari

**L'ADR a, semble-t-il, trouvé un second cheval de bataille. Après les retraites, le parti se bat pour la langue luxembourgeoise.**

La vie politique du grand-duché est entrée depuis quelque temps dans une certaine effervescence. Les différents partis de notre spectre politique s'entredéchirent sur l'euthanasie, l'avortement et - dernière polémique en date - la langue luxembourgeoise. Mais ce n'est pas sur la grammaire ou l'orthographe que porte le combat - encore heureux, car qui sait écrire le « lëtzebuergesch » sans fautes ? - mais sur le fait que notre idiome national serait en danger.

C'est en tout cas ce que pensent les dirigeants de l'ADR. Lors d'une conférence de presse mercredi dernier, ils ont présenté un paquet de mesures destinées à sauver, ou du moins à sauvegarder, le luxembourgeois. Mais avant de rentrer dans le détail des propositions, une petite analyse du contexte politique s'impose. Car le moment choisi par l'ADR de

se concentrer sur ce problème est loin d'être innocent. Il se place surtout dans le contexte de la nouvelle loi sur la double nationalité. Et si l'ADR n'a pas pu faire valoir sa stricte opposition à ce dossier épineux, il tente au moins de faire valoir les quelques pépins qu'il a encore pu picorer sous la table des grands. A savoir : l'obligation pour chaque étranger qui veut accéder à la nationalité luxembourgeoise d'apprendre la langue du pays. Le parti exige entre autres que cette mesure s'applique aussi aux étrangers entrés sur le territoire avant 1984 - date de l'institutionnalisation du luxembourgeois - et que les cours et surtout les tests se déroulent en toute transparence.

Mais quelle est l'arrière-pensée de l'ADR ? Très simple, il s'essaie encore à la pêche aux voix réactionnaires, comme celles des quelque 900 signataires de la pétition mise en ligne il y a quelques jours et qui réclament que tous les étrangers doivent parler le luxembourgeois pour obtenir une autorisation de travail. Même si l'ADR

ne va pas si loin dans ses idées et qu'en passant il évite avec une grâce remarquable de tomber dans la xénophobie ouverte et méchante en imputant la faute principale à l'Etat, l'argumentaire n'est pas si différent que ça et surtout vise la même frange de la population. A savoir celle qui n'accepte pas que le Luxembourg est un pays multiculturel et polyglotte et que c'est plutôt de cela qu'il faudrait être fier, au lieu de se sentir personnellement offensé chaque fois qu'on doit parler allemand ou français dans un magasin. Il n'y a qu'à lire les auteurs dont l'ADR se réclame - Rousseau et Fichte entre autres - pour comprendre que ce parti n'est toujours pas sorti du 19e siècle et de l'idée d'Etat-Nation qu'une certaine Union européenne tâche de transcender depuis au moins une cinquantaine d'années.

Quant aux revendications concrètes, l'ADR en propose toute une panoplie. Certaines sont tout à fait réalisables, comme le fait d'inscrire le luxembourgeois comme langue européenne officielle, d'autres semblent plus difficiles à faire passer. Ainsi, le catalogue prévoit la création d'une carrière de professeur de luxembourgeois dans le primaire comme dans le secondaire. La formation de ces personnes n'étant pas encore garantie de nos jours, la réalisation de cette idée n'est pas pour demain. Quant à faire avancer la recherche sur notre langue, c'est certainement une bonne et louable initiative, mais il reste

à craindre que l'ADR n'ait pas été le premier à y penser. Par contre, deux autres mesures posent problème. Premièrement, l'ADR veut que chaque enfant étranger apprenne le luxembourgeois, même s'il doit y perdre une année scolaire. Selon Gast Gibéryen, le président de la fraction de l'ADR « Ce n'est pas un problème. Ils ne perdront pas grand chose, au vu de ce qu'ils gagneront ». Alors que cette mesure, si elle était appliquée, conduirait surtout à une plus grande discrimination des enfants étrangers qui, en plus de leurs problèmes dans notre enseignement actuel, perdraient encore une année. Une autre proposition qui fâche est celle de « luxembourgeoisiser » les mots étrangers. Des initiatives de ce genre n'ont jamais été vraiment fructueuses chez nos voisins. Voir les vains efforts de l'Académie française de préserver la langue de Molière des méchants anglicismes ou la politique linguistique du Troisième Reich, qui visait aussi une « Verdeutschung » de l'allemand. Une langue est une chose vivante et ne se laisse pas enfermer dans un corset idéologique. Par contre, il faudrait tenir compte des néologismes et les voir en tant qu'enrichissement.

Mais bon, cela n'a pas été la priorité de l'ADR, qui a encore une fois préféré essayer de plaire à tout le monde au lieu de présenter une vraie réflexion constructive sur le sujet.

## LAGE DER NATION

# Altmodischer Globalisierungskritiker

Richard Graf

**Keine Rentenmauer, kein 700.000 Einwohnerstaat. Die diesjährige Erklärung zur Lage der Nation verzichtete auf die üblichen Provokationen.**

Es war keine Abschiedsrede, aber dennoch hörte sich die diesjährige Erklärung zur Lage der Nation streckenweise wie eine Testamentseröffnung an. Die lange Liste an Gesetzestexten und Reglementen, die die amtierende christlich-sozialistische Koalition noch zu verabschieden gedenkt, soll laut Premier Jean-Claude Juncker

dokumentieren, dass seiner Regierungsmannschaft die Puste noch nicht ausgegangen ist. Eigentlich verdeutlicht sie aber, dass für das Schwarz-Rot Team das Ende schneller heranrückt, als erwünscht. Den Parlamentsmitgliedern die Junckers Rhetorik mehr als anderthalb Stunden über sich ergehen lassen mussten dürfte es mulmig geworden sein: Die Zeit der sitzungsfreien Wochen dürfte vorerst vorbei sein. Vieles muss vor der Sommerpause, noch mehr vor Ende des Kalenderjahres die Chambermaschine durchlaufen.

Allein dieser legislative Stau dürfte Beleg dafür sein, dass die von vielen herbeigewünschten - beziehungsweise befürchteten - vorzeitigen Neuwahlen vorerst vom Tisch sind. Denn ehe Neuwahlen „stattfinden finden noch viele andere Sachen statt“, schlussfolgerte Jean-Claude Juncker.

Keine Erklärung gab es zur personellen Fortführung der aktuellen Koalition. Zu etwaigen Europagelüsten äußerte sich Juncker ebenfalls nicht. Vielleicht erklärt dies, weshalb er akribischer denn je jede kleine Einzelreform erläuterte und kommentierte.

Das angekündigte Highlight der Förderung der Philanthropie dürfte die Ambitionen so mancher Protagonisten (und die Ängste so mancher Akteure) gebremst haben: Außer der Ankündigung einer Stiftung, die als Bindeglied zwischen möglichen Spendern und Mäzenen und den Empfängern von Spenden dienen soll, blieb der Premier seinen Zuhörern Detailerklärungen schuldig. Immerhin scheinen so manche kritische Stimmen bis zu Juncker durchgedrungen zu sein: Ein Mehr an privater Initiative soll nicht zu einem

Weniger an staatlichem Engagement führen. Das mag beruhigen, aber so richtig überzeugen konnte der Finanzminister in dieser Frage nicht.

Wie so oft gab sich Juncker kritisch hinsichtlich so mancher negativer Entwicklungen. In Bezug auf Sonntagsarbeit, die immer mehr zur Diskussion gestellt würde, outete er sich als „altmodisch“, ohne allerdings aufzuzeigen, wie er diesen Trend zu verhindern gedenkt. Und einigen Entwicklungen in Europa, die auf noch mehr Liberalisierung hindeuten, sagte er - persönlich - ab: Er sei kein Globalisierungsfanatiker und beobachte einige Rechtsprechungen des Europäischen Gerichtshofes, die das Europa der Wirtschaft als wichtiger erachten als dessen soziale Kohärenz, mit einer gewissen Besorgnis.

Er versprach, sich einer weiterführenden marktradikalen Deregulierungslogik entgegenzustellen. Ob als Luxemburger Premier oder als Ministerratspräsident der Europäischen Union präziserte er dabei nicht.